

## Débats & Controverses

### AVENIR D'UN BIEN COMMUN, CLIMAT, BIODIVERSITÉ...

# Pourquoi faut-il préserver et valoriser nos forêts ?

## PARLONS FORÊT

Texte collectif

L'engouement actuel pour la forêt se lit dans les rayons des librairies. Expérience forestière sensorielle ou thérapeutique et vulgarisation écologique, en tête de gondole, révèlent une aspiration croissante à protéger la nature – pas seulement une nature exceptionnelle et lointaine, mais une nature quotidienne et accessible.

Dans le même temps, parler sereinement de forêt n'a jamais été si difficile. La forêt est faite d'arbres, grands et vieux, imposants, intouchables, symboles de vie, de pérennité, d'immortalité, de solidité, de sécurité, d'enracinement... Faussement familière, source de représentations, de croyances et de légendes, la forêt est un milieu complexe et très mal connu. Forcé est de constater que nous, professionnels de la forêt, ne partageons que peu et mal avec la société nos connaissances sur ses dimensions écologiques et économiques, connaissances qui sont à la base de pratiques de gestion qui s'inscrivent dans un suivi à long terme.

D'ailleurs, le citoyen ne parle pas de gérer la forêt mais de la « préserver ». Pour la préserver, il faut identifier des menaces. Un premier constat est que la forêt, sur le continent européen et en France en particulier, s'est accrue au cours du dernier siècle. La surface forestière a augmenté de 70 % depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, et le volume total des arbres a augmenté de 60 % depuis 1975 (1) ! Pourquoi alors sommes-nous régulièrement interpellés pour cesser la déforestation lorsque nos pratiques de récolte des arbres deviennent trop visibles, dans des forêts pourtant plus que renouvelées ? En France, contrairement à la situation d'autres pays, la forêt bénéficie de protections légales fortes contre le défrichement, efficaces dans un état de droit. C'est un milieu beaucoup moins modifié par l'activité humaine que les milieux agricoles et les espaces verts urbains, même pour les plantations résineuses souvent montrées du doigt. Les espèces qu'on y cultive (chêne, hêtre, pin, sapin...) sont pour la plupart sauvages, bénéficiant d'une forte diversité génétique, indispensable à une adaptation à des changements prévisibles ou inconnus. Les plantations ne représentent que 13 % de la surface totale, les forestiers favorisant la régénération naturelle, c'est-à-dire l'installation des semis issus des graines naturellement produites par les arbres matures, avant de les récolter. Ainsi, les sols forestiers, moins perturbés que les autres sols, sont très riches en carbone, abritent une biodiversité élevée et sont même des conservatoires exceptionnels pour les vestiges historiques. Les images de certaines étapes de la sylviculture viennent heurter la notion de la préservation quand les engins imposants – abatteuses – entrent en forêt, prélèvent les arbres à récolter, peuvent créer des ornières dans les chemins. Pourtant, leur impact est à relativiser, par la périodicité de leur passage : une fois par siècle ou demi-siècle dans une parcelle donnée.

Cette forêt de la France continentale est paradoxalement composée d'écosystèmes naturels et en même temps modifiée et occupée par l'homme depuis des millénaires : les chênes ne seraient pas l'essence emblématique de nos forêts si l'homme n'avait pas protégé avec force ces

## RAPPEL DES FAITS

La gestion des forêts est une préoccupation scientifique comme citoyenne. Le risque de son industrialisation est notamment dénoncé.



espèces pionnières de l'agressivité de concurrents plus tardifs comme le hêtre. La forêt française hexagonale n'a donc plus rien de primaire ; protéger les forêts primaires – jamais pénétrées par l'homme occidental –, c'est un combat pour d'autres régions du monde, par exemple dans le Parc national amazonien de Guyane. Pour autant, toutes les forêts restent fragiles. Le changement climatique rapide est une menace particulièrement prégnante pour un écosystème qui évolue sur des temps longs, rythmé par des générations d'arbres de l'ordre de 50 à 200 ans, avec des prédateurs – chenilles, insectes, champignons pathogènes – qui s'avèrent, eux, rapidement adaptables et virulents.

Gérer une forêt, c'est mobiliser toute une palette de pratiques et beaucoup de travail quotidien, même s'il se voit peu, pour orienter l'évolution de l'écosystème avec économie de moyens, en utilisant les dynamiques naturelles. C'est adapter et protéger la forêt tout en tirant des biens et des services : bien-être, protection des sols, biodiversité, stockage de carbone, production de bois, etc. Surtout, ce merveilleux matériau naturel et durable, se fonde une part considérable des engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre de notre pays, donc de nos efforts collectifs de lutte contre le changement climatique. Ce matériau chaleureux correspond à nos aspirations, il possède naturellement toutes les qualités pour les usages modernes, promues par l'innovation technologique et la créativité des transformateurs. Le récolter dans nos forêts, sous la surveillance étroite de la loi et sous le regard exigeant de nos concitoyens, est certainement plus responsable que de l'importer de forêts plus vulnérables à l'autre bout de la planète. Parvenir à renouer le lien entre la forêt, espace naturel, et les usages du bois, matériau de construction, est un défi des forestiers.

Gérer la forêt, c'est ainsi un des meilleurs moyens de la préserver. Pour autant, les options sont nombreuses, les questions se pressent : comment adapter la forêt à un changement climatique qui va trop vite pour la lenteur des arbres ? Doit-on conserver coûte que coûte des forêts multifonctionnelles partout, ou bien proposer en complément des forêts spécialisées : forêts sur sites industriels interdites au public, forêts réserves biologiques intégrales (également interdites au public), forêts de promenade et de bien-être, forêts de cueillette artisanale... Quelle part accorder à ces différents produits et services issus de la forêt ? Quel modèle social et économique pour la gestion forestière ? Car la sylviculture, même et surtout la plus douce, comme l'agroécologie en général, c'est énormément de travail. Le modèle historique où la vente du bois rémunère seule ce travail au service de tous les usages et fonctions de la forêt semble avoir vécu. Quel

modèle social et économique pour rester capables, dans un monde où les gouvernances des moyens se recomposent sans cesse, de maintenir la stabilité sur le long terme (le siècle) de nos dispositifs nationaux de surveillance et d'expérimentation, indispensables pour prendre des décisions avec le recul nécessaire ? Nous, forestiers publics et privés, chercheurs, aspirons à partager nos connaissances, mais surtout nos interrogations, avec nos concitoyens, puisque l'amour et le respect de la forêt, nous les partageons déjà. ■

(1) Denardou et al. Revue forestière française. 2017

**SIGNATAIRES :** Myriam Legay, chef du département recherche, développement et innovation de l'ONF ; Merlem Faumier, UMR Silva, directrice du campus de Nancy d'AgroParisTech ; Olivier Picard, directeur recherche, développement et relations européennes au Centre national de la propriété forestière ; Catherine Bastien, chef du département forêts, prairies et milieux aquatiques de l'Inra ; Francis Martin, UMR IAM, directeur du laboratoire d'excellence Arbre.

## LE CHAOS CLIMATIQUE SE PRÉCISE



**Clément Sénéchal**  
Chargé de campagne et porte-parole climat & forêts pour l'ONG Greenpeace France

Le chaos climatique se précise. Sans langue de bois, le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) tire des conclusions alarmantes. Les scientifiques semblent dire aux responsables politiques, dont le mandat est de préparer l'avenir : « Bougez-vous, bande d'imbéciles inconscients ! » Sauf qu'ils le disent avec des chiffres. Le constat est sans appel : d'une part, la planète se réchauffe plus vite que prévu, notamment en raison du modèle économique dominant ; d'autre part, les conséquences de ce réchauffement, déjà visibles et tragiques pour certaines populations vulnérables, sont bien plus sombres que prévu. Il va falloir réduire de moitié les émissions mondiales d'ici à 2030 et les enrayer complètement en 2050. Et les pays riches, comme la France, ont la responsabilité d'atteindre ces objectifs bien avant les pays pauvres. Pourtant, les émissions repartent à la hausse dans l'Hexagone depuis deux ans...

Parmi les résultats de ce rapport fondamental, il y a l'importance du rôle joué par les forêts dans la régulation climatique. Si on cessait de les détruire et de les dégrader pour, au contraire, les protéger et les restaurer, ainsi que le prévoit l'article 5 de l'accord de Paris, elles pourraient éliminer de l'atmosphère près d'un tiers du CO<sub>2</sub> qu'elle contient aujourd'hui. Les forêts apportent en effet des solutions naturelles et fiables pour ré-

Suite page 13



Débats & Controverses

Suite de la page 12. réduire les émissions de gaz à effet de serre : à travers la photosynthèse, les forêts absorbent du CO<sub>2</sub> et rejettent de l'oxygène. Elles agissent comme de véritables puits de carbone à grande échelle.

Hélas, les forêts continuent d'être détruites à un rythme effréné. Entre 13 et 15 millions d'hectares disparaissent chaque année à l'échelle mondiale : en moyenne, un terrain de football toutes les 3 secondes. Ce massacre génère environ 12 % des émissions de gaz à effet de serre mondiales, pas loin du secteur des transports. En cause, l'élevage et la culture à grande échelle d'un certain nombre de denrées prisées dans le commerce international qui mordent sur les forêts : bœuf et œuf, pâte à papier, soja, huile de palme, bois, cacao, coton... Et la France figure sur le banc des accusés.

Sous la pression des ONG, le gouvernement vient d'adopter une Stratégie nationale contre la déforestation importée (SNDI). Si elle contient quelques avancées, elle demeure malheureusement trop timide, diluant ses prétentions dans une approche incitative qui se garde bien d'envisager toute mesure coercitive. Elle mise sur la bonne volonté du secteur privé, alors que celui-ci, malgré quelques efforts, s'est jusqu'à présent montré bien incapable de respecter ses propres engagements zéro déforestation, comme le prouvent les dernières investigations de Greenpeace sur le géant de l'agroalimentaire Mondelez, qui possède notamment la marque Oreo.

Pire, le gouvernement se montre incapable de la moindre cohérence sur le sujet : alors qu'il planchait sur sa SNDI, il délivrait à Total l'autorisation d'importer 550 000 tonnes d'huile de palme par an pour son usine de la Médé, soit une hausse de 64 % des importations françaises d'huile de palme. Un document qui aura certainement plus d'impact sur les forêts tropicales que la stratégie du gouvernement. Les bénéfices privés avant l'environnement, business as usual dans le « nouveau monde ».

UN ÉCOSYSTÈME AVANT TOUT



Philippe Berger  
Responsable du Snpften Solidaires

Malgré un important couvert forestier, la dégradation des forêts françaises se poursuit : érosion de la biodiversité, surexploitation des massifs les plus rentables et les plus accessibles, ou encore monoculture d'arbres. Nous affirmons que la forêt est avant tout un écosystème et que ce constat doit constituer le socle de toute forme de gestion forestière qui doit donc viser un haut degré de naturalité avec des mélanges d'essences, des âges d'exploitabilité élevés, un capital de bois sur pied

soigneusement préservé et une variété d'habitats associés aux forêts (bois mort et sénescents, milieux ouverts, lisières, mares...).

Nous considérons comme des impasses l'opposition entre forêts industrialisées et forêts sacralisées, de même que le retour en force d'une vision agromérique de la forêt.

La culture forestière, originale parce que tournée vers des raisonnements et des objectifs à très long terme, doit s'exprimer avec davantage de force dans notre société confrontée à une crise écologique sans précédent. Toutes les forces naturelles à l'œuvre dans l'écosystème forestier doivent être respectées, car elles seules apporteront la résilience indispensable pour faire face aux changements globaux. Le rôle dévolu aux forêts dans ce cadre s'étend bien au-delà des milieux forestiers et concerne la biosphère, donc l'homme et la société tout entière.

Le forestier a un rôle très important en la matière. Écosystème avant tout, il doit, comme le dit si bien Raul Montenegro, savoir lire la forêt. La forêt, milieu complexe, ne peut supporter une gestion uniquement économique, qui est d'un simplisme navrant.

Un bien commun à défendre collectivement... Malheureusement, la réalité est tout autre aujourd'hui. L'industrialisation avance à grands pas et les dérives rencontrées dans la gestion de l'Office national des forêts peuvent légitimement inquiéter. Par ailleurs, l'intersyndicale des personnels de l'ONF constate depuis de nombreuses années que le fossé s'agrandit entre les ministères chargés de la forêt et les personnels de l'établissement soucieux de la pérennité du milieu forestier.

Soucieux de préserver les intérêts de la forêt, l'intersyndicale de l'ONF a souhaité alerter les citoyens pour qu'ils se saisissent des problématiques forestières. Après une marche de plus d'un mois sur quatre parcours différents, les forestiers et les amoureux de la forêt ont pu, tout au long de cette déambulation forestière, échanger sur la meilleure manière de défendre ce bien commun qu'est la forêt.

Le 25 octobre 2018, en lien avec de nombreuses associations, un manifeste pour la forêt (1) a été signé par les participants. Aujourd'hui, ce manifeste devrait être porté par tous les citoyens qui souhaitent défendre la forêt. Ainsi, associations, organisations syndicales et citoyens peuvent proposer une revendication commune.

Tous interpellent les élus, pour que cessent enfin les menaces sur la forêt française. Le gouvernement doit de son côté prendre la mesure des enjeux qui se jouent en forêt. Dans un premier temps, il doit stopper la démarche de privatisation de l'établissement public et reprendre ensuite l'idée du manifeste, à savoir lancer un grand débat public sur l'avenir de la forêt française.

(1) Pour accéder au manifeste pour la forêt signé le 25 octobre 2018 : <https://marche-pour-la-forêt.webnode.fr>

POUR SUIVRE LE DÉBAT SUR L'HUMANITÉ.FR

LA CHRONIQUE ÉCONOMIQUE DE PIERRE IVORRA



Et si on maîtrisait les multinationales ?

L'étude très récente de l'Insee sur les entreprises en France confirme le rôle essentiel des grands groupes au sein de notre économie. Ce sont eux qui font la loi, qui tiennent le manche ! Ainsi, les firmes multinationales sous contrôle français représentent en 2016 à peine 1,5 % du nombre total d'entreprises en France, mais contrôlent 34,4 % des effectifs, produisent 36,3 % de la richesse créée, la valeur ajoutée, et réalisent 58 % du total des exportations. Celles sous contrôle étranger représentent 0,7 % du nombre total d'entreprises, 12,9 % des effectifs, 15,8 % de la valeur ajoutée et 30,5 % des exportations.

Ainsi, au total, un peu plus de 2 % des entreprises marchandes non agricoles et non financières occupent 47 % des salariés de l'économie marchande et génèrent 52 % des richesses marchandes créées sur le territoire français ! La domination est d'autant plus importante que ces grandes entreprises contrôlent directement ou indirectement nombre de PME et d'entreprises intermédiaires. On pouvait s'en douter, le secteur le plus concentré est celui des activités financières et des assurances, dans lequel 27 entreprises y emploient 74 % des salariés : BNP Paribas, Société générale, Crédit agricole et

Le secteur le plus concentré est celui des activités financières et des assurances.

Axa tiennent le haut du pavé. L'argent, ça ne se partage pas trop ! Nos mastodontes de l'industrie, du commerce, des services monopolisent aussi l'investissement : 2,2 % des entreprises ayant investi concentrent 85,6 % du montant total de l'investissement. Les

entreprises de 500 salariés et plus rassemblent aussi 59 % des 170 000 chercheurs employés à des activités de recherche & développement privées installées en France. Ce sont elles qui maîtrisent une part du progrès technique, d'autant qu'elles bénéficient des largesses de l'État grâce au crédit impôt-recherche et au concours de la recherche publique.

Mal, ces multinationales à base française tirent une bonne part de leur puissance de la délocalisation de leurs activités à l'étranger. Elles y réalisent 54 % de leur chiffre d'affaires mondial et y emploient plus de la moitié de leurs effectifs mondiaux. Et, trop souvent, on le voit particulièrement dans l'automobile, cette « expatriation » des grands groupes français n'est pas utilisée pour développer les pays d'implantation mais pour « enfoncer » le marché français, produire ailleurs pour vendre et « casser » l'emploi en France !

La VI<sup>e</sup> République, que nous appelons de nos vœux, ne pourra s'imposer que si la société française et la multitude des salariés et de ceux qui vivent de leur travail parviennent à maîtriser les gestions de ces géants de l'économie.

Chaque semaine, retrouvez nos chroniqueurs dans les pages Débats & Controverses

- Mercredi Pierre Ivorra
- Jeudi Francis Combes et Patricia Latour
- Vendredi dans le cahier l'Humanité des débats, la chronique de Cynthia Fleury et le Bloc-Notes de Jean-Emmanuel Ducoin. Pierre Serna dans la page Cortex.